

FONDER UNE NOUVELLE CITOYENNETÉ

PAR ARMAND AJZENBERG *

De l'hypothèse « Fin du travail » ¹ – fin par son extériorité (le travail n'est plus le centre de l'existence humaine), mais aussi par son dépassement (activité autonome fournisseuse de plaisir) – il faut tirer les conclusions. Toutes. Fin du salariat, fin des classes sociales, fin de l'Etat. Cela est évident.

Le travail est en crise, l'appartenance-identité aussi. La citoyenneté a de plus en plus de mal à se raccrocher au territoire, à la nation, à l'Etat-nation. Cela devient une évidence. Pour certains – par exemple Pierre Juquin, reprenant une proposition d'Etienne Balibar et Yves Benot – il faut fonder « la citoyenneté non plus sur le hasard du lieu de naissance, mais sur la condition de travailleur (au sens le plus large) ». Rêve (romantique ?) d'une insaisissable révolution des prolétaires ou recherche du temps perdu ? Existerait-il une citoyenneté prolétarienne... et une autre bourgeoise, comme il était dit dans l'ancien temps à propos d'une science ou d'un art prolétarien (ou bourgeois) ? La science, l'art sont science et art, ou ne sont pas. De même la citoyenneté, une nouvelle citoyenneté : elle est, elle sera universelle ou ne sera pas.

Dans l'hypothèse réalisée de fin du travail, la citoyenneté du producteur sur son lieu de production ne se posera pas ou plus. La fin même de la citoyenneté (c'est-à-dire le dépassement de son état actuel), dans ces conditions, peut être envisagée. De ce possible, lointain probablement, il nous faudra revenir à l'existant et à son devenir. Ce dernier ne s'inscrit pas à la suite de cet existant, mais bien dans la perspective du possible. La citoyenneté ne sera plus liée au territoire de naissance. Bien. Pourquoi celle-ci résulterait-elle uniquement, prioritairement du rapport au travail ? *La révolution technique* (pour autant qu'il s'agisse de révolution) conduit inexorablement à l'automatisation de la production. Elle fait des sites de production des lieux majoritairement vides. Les espaces homme-machine, comme les

espaces homme-homme se distendent. Le travail devient de plus en plus une abstraction. Il ne serait plus le centre de gravité de l'existence humaine et l'état de citoyen résulterait du rapport à cette valeur dévaluée ? Absurde. La notion de citoyenneté elle-même serait alors dévaluée.

L'être humain est aujourd'hui un sujet éclaté. Eclaté entre sa vie privée et familiale, sa vie politique et sociale, sa vie de citoyen, d'usager et de consommateur, sa vie professionnelle, de producteur. Ici se situe l'obstacle principal à son épanouissement et non dans son seul rapport au travail. Un homme total et non un *homme fractal* : telle est l'ambition. Une nouvelle citoyenneté ne peut alors être réalisée que par la synthèse du sujet politique, du sujet citoyen-usager-consommateur et aussi, tant que cela est, du sujet producteur. Réduire la citoyenneté au seul rapport du travail serait finalement un retournement aussi dévastateur, aussi aliénant que la situation actuelle où le producteur, sur son lieu de travail, est un non-citoyen. Dans l'immédiat, tant qu'il en est peut-être encore temps, la problématique est donc l'entreprise... dans la perspective de la fin du travail, dans la perspective du passage de l'état de producteur à celui de créateur.

CRISE D'IDENTITÉ

L'appartenance à la nation (à l'Etat-nation), après la cité, est devenue le point d'attache de la citoyenneté. Moment fort : l'apogée des capitalismes nationaux. Bizarrement, le communisme, mouvement internationaliste à l'origine, a évolué vers un ensemble de partis à tendances nationalistes. Sur ce terrain, le nationalisme-populisme, plus démagogique, a marqué des points. Aujourd'hui encore quand, en France, J.M. Le Pen récite sa tirade : « *J'aime mieux mes filles que mes nièces, mes nièces que mes voisines, mes voisines que des inconnus et les inconnus que mes ennemis* », il est entendu (même dans l'électorat communiste). Pour Le Pen la notion de citoyenneté est limpide ; les droits (ou plus encore les exclusions) qui en découlent sont évidents. Combat d'arrière-garde, rétrograde ? Certes.

La nation, les Etats-nations sont soumis à des tendances contradictoires. D'un côté, le mondial :

* *Economiste.*

nombre de décisions, capitales pour la vie des gens (les nationaux), sont prises au niveau des multinationales ou des transnationales, sans que les Etats-nations soient en mesure de s'y opposer. Ces mêmes firmes tendent chacune (IBM par exemple) à développer, parmi leurs salariés, des esprits *maisons* qui, par la force des choses, ne font plus référence au fait national. D'un autre côté, le national : les Etats maîtrisent de moins en moins leurs propres forces sociales. Les gouvernants ne gouvernent plus que sur le secondaire, le *domestique* et entérinent les mouvements d'opinion sur le principal. La rue bien souvent décide. Au plan social, il y a repliement sur l'appartenance au corporatif (la profession) et au régional («le pays»). Repléments qui, bien souvent, sont conservatismes (même si nombre de luttes ayant ces caractères apparaissent comme sympathiques).

L'émergence d'un espace multinational qui impose sa logique et sa loi aux Etats a été particulièrement mis en évidence par Pierre Grau (*La structure financière du capitalisme multinational* – 1983). Les groupes les plus dynamiques – ceux qui préfigurent le capitalisme d'après crise – ne répondent plus aux analyses traditionnelles. Ils sont à la fois de moins en moins dépendants de grands propriétaires ou de grandes dynasties familiales, comme des Etats-nations. Ils s'auto-financient (ce qui permet leur autonomie) et leurs actions sont détenues par des prêteurs institutionnels qui ont une rationalité de gestionnaires de portefeuille et non d'industriels. Ils sont dirigés par des managers, non propriétaires des moyens de production, formés dans les grandes écoles et qui s'intègrent par cooptation. L'effort de rationalisation consiste en un resserrement des activités vers des spécialisations fines correspondant à des segments très précis du marché. Cela conduit à un immense mouvement de troc entre multinationales portant sur des tranches complètes d'activités. Cela conduit aussi à un renforcement des liens de coopération entre ces groupes qui réduit encore ce qui restait de concurrence. Cet effort de rationalisation uniquement tendu vers le mondial (tant au niveau productif qu'au niveau du marché) conduit à la création d'un groupe restreint de firmes et de dirigeants qui pourra être qualifié de transnational, dans la mesure où il échappe à toute contre-force et a établi son autonomie financière et productive. « Si Pierre Grau a raison dans son analyse, le meilleur passeport sera celui offert par les groupes transnationaux » (Charles-Albert Michalet).

Développement des communications et brassages de populations font que les frontières nationales sont de moins en moins des barrières. La conquête de l'espace est considérée comme celle du genre humain et non comme celle de telle ou telle nation. Les conséquences d'une guerre atomique seraient si étendues que le sentiment se

dégage d'une menace qui pèse sur l'ensemble de la terre, sur l'ensemble du genre humain et non plus seulement sur une ou un groupe de nations. La terre s'est rétrécie en « *village planétaire* » (M. Mac Luhan). Naît donc le sentiment d'une appartenance au monde qui dépasse l'identité au national.

Seule alternative donc : soit une intégration mondiale réalisée sous la houlette d'un groupe restreint de dirigeants (Commission trilatérale ou autre) conduisant à une dualité nouvelle – des multinationales ou des transnationales gérant l'essentiel et des Etats-nations gérant le *domestique* – soit un nouvel ordre économique (mais pas seulement) mondial contrôlé, géré (et pourquoi pas autogéré) dans le cadre d'une nouvelle citoyenneté planétaire et transnationale. Dans tous les cas de figure la citoyenneté centrée, rétrécie sur la nation est, à terme, condamnée.

L'identité nationale, on le voit, est en crise. D'un côté la perspective d'une citoyenneté évoluant vers le mondial (dans un premier temps vers le continental). De l'autre, une citoyenneté réduite à la corporation, à la région qui conduirait à une lutte des clans et non à une lutte des classes. D'un côté, la vie. De l'autre, la survie. Le droit à la différence ne peut se concevoir, s'exercer que dans le cadre d'une citoyenneté élargie, non dans celui d'une citoyenneté rabougrie et, pour des citoyens (des sujets) réunifiés et non pour des sujets (des citoyens) éclatés. Retour en quelque sorte à Montesquieu « *anti-Le Pen avant la lettre* » (Michel Winock), écrivant : « Si j'avais su quelque chose utile à ma famille et qui ne l'eût pas été à ma patrie, j'aurais cherché à l'oublier ; si j'avais su quelque chose utile à ma patrie et qui eût été préjudiciable à l'Europe, ou qui eût été utile à l'Europe et préjudiciable au genre humain, je l'aurais rejeté comme un crime. » Toute limitation du champ de la citoyenneté conduit, conduira finalement à une logique d'exclusion.

LES PLUS ÉGAUX...

Michel Winock (*Le Monde* daté du 13 juin 1987) pose une question essentielle : « ... nous sommes en train de vivre la crise de nos représentations politiques : crise de l'Etat-nation, appelé à se fondre dans une unité européenne plus vaste ; crise de la mémoire nationale comme l'attestent les révisions historiques de la Révolution, notre mythe des origines ; crise de l'encadrement populaire, avec l'érosion des syndicats et du Parti communiste... crise de l'idéologie socialiste, après l'expérience Mauroy et la contre-expérience Fabius ; impuissance du "rassemblement" gaulliste. Sur quelles croyances communes allons-nous fonder la nouvelle citoyenneté ? »

« Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit ». La formule résume l'œuvre de la

Révolution. Le reste de la Déclaration n'est que l'explication ou le commentaire. Pour les Constituants de 1791, les croyances communes qui priment sur toutes les autres sont liberté et égalité. A leurs yeux la valeur de la Déclaration est avant tout négative : c'est essentiellement l'acte de décès de l'Ancien Régime. La souveraineté appartient à la nation et cesse d'être propriété du roi. La volonté arbitraire de ce dernier et de ses agents ne s'impose plus à personne ; on ne doit plus obéissance qu'à la loi. La résistance à l'oppression est permise ; l'insurrection du 14 juillet était donc légitime. A la liberté sont consacrés sept articles. C'est là que sont nés ce que l'on a pris l'habitude de nommer « les droits de l'homme ».

Les droits à l'égalité, eux sont restés informulés, ou presque. En panne. L'historien Georges Lefebvre remarque (*La conquête de la liberté - 1789*) : « Alors que la Déclaration avait commencé par déclarer les hommes égaux en droits, il est remarquable que, dans l'énumération des droits imprescriptibles, l'égalité ne figure pas. Sieyès avait eu soin de la définir, dans son projet, en deux articles : la liberté n'existe pas s'il subsiste des privilèges, mais l'égalité s'entend des "droits" non des "moyens". L'Assemblée était entièrement d'accord, et il est singulier qu'elle n'ait pas retenu ces définitions, la seconde surtout étant indispensable pour dissiper toute équivoque. (...) La bourgeoisie ne doutait pas d'elle, ni que l'ordre qu'elle avait conçu, conforme aux lois de la nature ou à la volonté divine, ne fût destiné à assurer pour toujours le bien et le progrès de l'espèce humaine. Les alarmes la laissaient incrédule. Elles

n'étaient pourtant pas sans fondement. Du point de vue de la bourgeoisie, il eût été prudent d'adopter la distinction que Sieyès avait faite entre l'égalité des droits et l'égalité des moyens ; (...) à défaut de ces précautions, la Déclaration, examinée du point de vue philosophique et sans tenir compte de circonstances historiques, peut fort bien être interprétée dans le sens socialiste... »

Mais, comme dirait Orwell, « certains sont devenus plus égaux que d'autres ». Osons alors une hypothèse et un raccourci : le travail n'est plus le premier besoin de l'homme, ce n'est qu'une activité autonome, socialement utile, parmi d'autres. Il devient difficile dans ces conditions d'établir une hiérarchie de ces activités. La fin du travail conduit à la fin du salariat (introduction progressive de la gratuité des services et des usages et diminution progressive des temps de travail, proportionnelles aux gains de productivité). L'esprit de *service public* remplace l'esprit de *profit* (des droits économiques et sociaux identiques pour tous). L'égalité, non seulement des droits mais aussi des *moyens*, devient alors possible.

Egalité des moyens : tout repartager ? Cette tentation a pu apparaître, au siècle des Lumières, chez Rousseau et chez Babeuf. Avec la fin du travail et la fin du salariat cela n'aurait plus aucun sens. L'esprit généralisé de *service public* aidant, l'égalité des moyens serait alors réalisée. Dans ces conditions, devient possible la libération – pour l'homme et pour les petits d'homme encore plus – de toutes les potentialités physiques, intellectuelles et affectives qui, elles, il est vrai, dif-



fèrent selon les individus. Poser la libération de toutes les potentialités humaines comme but, c'est affirmer l'égalité des moyens comme une *valeur majeure*. Egalité économique et sociale qui, dans le monde moderne, se recouperont. Egalité politique qui, pour éviter l'accaparement du pouvoir par quelques uns, suppose un exercice non théorique de la démocratie (lequel repose probablement, sur le développement de la démocratie directe, l'autogestion). Egalité des moyens qui est le dépassement *pratique* de l'égalité *théorique* des droits.

Dans une société où fin du travail se conjugue avec fin du salariat et esprit généralisé de service public, égalité des droits et des moyens vont de pair. Les inégalités naturelles ne sont pas nécessairement à réduire – elles font partie des différences qui, souvent, sont le sel de la vie. Les inégalités sociales, elles, sont réductibles et à réduire. Il ne s'agit plus d'organiser (dans le sens du moindre mal) les inégalités sociales et économiques ; il s'agit de les supprimer. La conscience d'appartenir au même monde tend à relativiser les différences nationales. Elles sont des manières différentes de vivre (qui de toute façon se réduisent) sur la même planète. Le droit à l'identité, à l'appartenance (nationale plus précisément) de même se relativise au détriment du droit à l'identité, à l'appartenance planétaire. L'égalité des droits et des moyens du citoyen, dans ces conditions, devient une question posée au niveau mondial, d'où la nécessaire universalité d'une nouvelle Déclaration des droits du citoyen.

CITOYEN DANS L'ENTREPRISE

La conception que nous avons d'une nouvelle citoyenneté et, par conséquent, du citoyen dans l'entreprise est donc celle d'un sujet multiforme, complexe, aux connexions multiples qui ne saurait être réduit à un citoyen passif ayant, dans le meilleur des cas, à se décharger sur une délégation de pouvoir qui lui échapperait. A l'évidence le monde change (il a toujours changé). Il serait commode d'envisager les termes d'un contrat de citoyenneté et des droits qui en découlent pour le citoyen producteur. Le rôle des intellectuels n'est pas, cependant, de se substituer aux acteurs de la vie sociale. Notre ambition est, plus modestement, d'ouvrir des pistes et l'idée d'un contrat de citoyenneté est l'une de celles-ci ². Rédiger ici un tel contrat reviendrait à établir un catalogue de bonnes intentions et il faut se méfier des bonnes intentions. La charité (la redistribution) part d'un bon sentiment. Cela ne fait pas une *valeur*.

Quand l'entreprise ne sera plus un lieu d'activités hétéronomes (obligées) mais autonomes (libres), quand ces activités libres, que nous nommons aujourd'hui travail, n'auront plus comme contrepartie un salaire mais le plaisir, l'en-

treprise sera devenue une société d'égaux. Ni hiérarchie de revenus, ni hiérarchie de pouvoirs n'auront de raisons d'être. Une telle perspective ne peut être que progressive. Pour y parvenir, le droit, les droits (informatifs, sociaux, politiques) devront nécessairement évoluer. Moyen essentiel : en un mot, la démocratie directe (l'autogestion). Cela pourrait être fixé dans un contrat. Mais celui-ci devrait aussi bien considérer les possibilités que libérera la fin du travail qu'envisager les dangers générés par les changements techniques.

Expliquons-nous par un exemple : l'information dans l'entreprise. En mars 1985, un délégué syndical avait été inculpé pour avoir posé un certain nombre de micros dans les locaux de l'usine où il travaillait (ABEX), et notamment dans le bureau du directeur. Les informations ainsi dérobées étaient aussitôt affichées. Jamais leur circulation n'avait été aussi rapide dans une entreprise. Si ces pratiques, qui ne font pas partie des actions syndicales normales, sont condamnables dans le droit courant – et cela a été la position prise par les responsables syndicaux régionaux –, il n'en reste pas moins que cet exemple illustre parfaitement la question de la circulation des informations, du droit à l'information, du dialogue au sein de l'entreprise. Aujourd'hui, le secret domine l'information. Celle-ci est distillée: juste le nécessaire pour ne pas bloquer la production. Information, rétention d'information et secret sont justification de la hiérarchie, moyens de pouvoir. La concurrence met l'entreprise en état de guerre. Secret et droit d'obéir y trouvent leur compte. Il est évident qu'un contrat de citoyenneté se plaçant dans la perspective de fin du travail mettrait à mal une telle conception de l'information. Mais, paradoxalement, l'introduction et le développement dans l'entreprise de l'intelligence artificielle et des systèmes experts, par exemple, peut aussi poser la question du droit à la rétention de l'information comme forme de résistance des salariés.

Evidente nécessité d'un contrat de citoyenneté. C'est-à-dire d'une nouvelle Constitution de la République.

¹. Ce thème a été développé dans un précédent article, cf Terminal n° 36 « Sortir du travail ».

². « Alors que Jean-Jacques Rousseau distingue explicitement le politique du contrat social (cf. Livre III, chapitre XIII) en le considérant comme un simple effet circonstanciel de la volonté générale, la formule "moderne" de citoyenneté doit prendre la forme du contrat. Entre qui et qui ? Entre l'Etat et le citoyen. » Henri Lefebvre : Du pacte social au contrat politique, 1987.